

« Echos de l'Education Non Formelle
dans l'amélioration de la situation
des Personnes Déplacées Internes »
Expériences capitalisées
DVV International et ses partenaires
au Mali.

Juin 2013 – Février 2014

Organisation et Production

- Balla Moussa KEITA, Coordinateur du Programme PDI pour DVV International AO Mali

Contributions :

- Gerhard QUINCKE, Représentant Régional DVV International AO
- Hawa KONE, Chargé Renforcement Capacité Organisationnel
- Mahamadou DIAGNE, Chargé des Programmes DVV International AO

Production et Préparation :

- Mamadou KONE, Consultant

Avril 2014

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	4
RESUME	5
PREFACE	8
INTRODUCTION	10
THEMATIQUES DE CAPITALISATION ET EXPERIENCES CAPITALISEES	11
1. Thématiques de capitalisation	11
2. Expériences capitalisées par thématiques	12
2.1. Expériences par rapport à l'Education Formelle	12
2.1.1. Expérience cours de rattrapage ONG AED	12
2.1.2. Expérience cours de rattrapage ONG EVEIL	15
2.1.3. Expérience cours de remédiation ONG J&D	17
2.2. Expériences dans l'Education Non Formelle/Renforcement de la résilience	20
2.2.1. Expérience épargne et AGR ONG AED	20
2.2.2. Expérience formation professionnelle ONG AMEDD	23
2.2.3. Expérience formation professionnelle ONG HN	26
2.2.4. Expérience communication sur les acquis ONG AMEDD	31
2.3. Expériences dans la Mobilisation/Action sociale	33
2.3.1. Etude de cas ONG AED	33
2.3.2. Expérience Ecoute et Orientation ONG AMEDD	36
2.3.3. Expérience Groupe d'Apprentissage Communautaire ONG EVEIL	38
2.3.4. Expérience forum et Appui psychosocial ONG J&D	41
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	45

SIGLES ET ABREVIATIONS

ADRA :	Agence Adventiste du Développement et de l'Aide Humanitaire
AE :	Académie d'Enseignement
AED :	Association d'Entraide pour le Développement
AGR :	Activités Génératrices de Revenu
AMEDD :	Association Malienne d'Eveil au Développement Durable
AMSS :	Association Malienne pour la Survie au Sahel
ANPE :	Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi
APE :	Association des Parents d'Elèves
APEJ :	Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
BMZ :	Ministère Allemand de la Coopération Internationale
CAP :	Centre d'Animation Pédagogique
COREN :	Collectif des Ressortissants du Nord
DCAP :	Directeur de Centre d'Animation Pédagogique
DG :	Directeur Général
DNDS :	Direction Nationale du Développement Social
DVV :	Institut de Coopération Internationale de la Confédération Allemande pour l'Education des Adultes
ECM/LMP :	Education Civique et Morale/Législation Morale et Professionnelle
ENDA :	Environnement et Développement Tiers Monde
ENF :	Education Non Formelle
FAO :	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FRAO :	Fondation Rurale Afrique de l'Ouest
GAC :	Groupe d'Animation Communautaire
HN :	Human Network
IED :	Institut of Economic Development
IFM :	Institut de Formation des Maîtres
OIM :	Bureau International de la Migration
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
J&D :	Jeunesse & Développement
OCHA :	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires
OIM :	Bureau International de la Migration
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
ORTM :	Office des Radios et Télévisions du Mali
OSC :	Organisations de la Société Civile
PAM :	Programme Alimentaire Mondial
PDI :	Personnes Déplacées Internes
PTF :	Partenaire Technique et Financier
PTF :	Partenaire Technique et Financier
SEPO :	Succès – Echecs – Potentialités – Obstacles
TDR :	Termes de Référence
UNICEF :	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
WILDAF :	Femme – Droit et – Développement en Afrique

RESUME

Le programme d'appui à la formation des jeunes et des adultes en faveur des personnes déplacées internes au Mali intitulé « Assistance éducative en faveur des personnes déplacées internes (PDI) » est un programme orienté sur l'éducation en situation de crise initié et réalisé par DVV International et ses ONG partenaires pour apporter une réponse active dans un tel contexte particulier. Ces ONG partenaires de mise en œuvre, leurs cibles et zones d'interventions sont :

La réalisation de ce programme a été rendue possible grâce à l'appui financier du Ministère Allemand de la Coopération Internationale, BMZ.

ONG partenaires	Cibles du projet	Zones d'intervention
AED	Elèves, jeunes filles et garçons, femmes et hommes déplacés	Ségou (commune urbaine)
AMEDD	Jeunes (filles et garçons), femmes et hommes déplacés	District de Bamako et camps limitrophes
EVEIL	Elèves et personnes affectées	Commune de Konna-sévaré/Mopti
HN	Jeunes (filles et garçons), femmes et hommes déplacés	Commune de Sébougou - Ségou
J&D	Elèves-maîtres déplacés	IFM Bougouni, Niono et Sévaré

Après neuf (9) mois de mise en œuvre, le programme PDI a enregistré des résultats remarquables et a aussi connu des moments d'insuccès. Dès lors, la capitalisation des expériences qu'elles soient des succès ou des insuffisances devient une absolue nécessité, dans la mesure où la volonté demeure chez les différents acteurs impliqués dans la planification et la mise en œuvre dudit programme à tirer le maximum d'enseignements d'un tel processus.

A la suite d'un atelier de capitalisation tenu à Ségou du 19 au 23 mars 2014 et ayant réuni le personnel de DVV International, les représentants des services techniques/personnes ressources et des membres des équipes de projet des 5 ONG de mise en œuvre, il est proposé dans le présent document une liste d'initiatives, d'expériences, de bonnes pratiques, d'études de cas, de témoignages capitalisés et classés par thématique grâce aux concours appréciables des équipes de projet et validés par les parties prenantes au programme. Ces initiatives capitalisées ont au préalable fait objet d'analyses en travaux de groupe homogène (chacun des 5 projets PDI constituait un groupe pour analyser ses propres résultats) dans un premier temps et par la suite, des groupes mixtes ont été constitués pour amender et améliorer les initiatives retenues. C'est ainsi qu'au terme du processus de l'atelier, onze (11) expériences ont été capitalisées dans les domaines de l'éducation formelle, de l'éducation non formelle et de l'action sociale. Ces expériences se répartissent entre dix (10) bonnes pratiques et une (1) étude de cas.

Au terme du processus ainsi décrit, ledit document suggère d'accorder une importance capitale à la démarche de capitalisation que chaque acteur doit s'en approprier en y dégageant les moyens humains, techniques, matériels et financiers nécessaires.

EXECUTIVE SUMMARY

Between July 2013 and March 2014, DVV International and 6 of its local partner organizations in Mali ran a programme addressed to 3.600 internally displaced persons in Mali which focussed on aspects of remedial education, education and training to make the persons cope with their present situation and furnish them capacities to start a new life where they have gone to or even back home.

The program was also designed to strengthen the capacities of non-governmental organizations to plan and implement education and training programs also in the context of a crisis and to advocate for the allocation of resources for such activities which are usually underfunded in humanitarian aid. Various approaches have been applied in the different sites and after a final workshop discussing the experience and summarizing the lessons learned the subsequent conclusions were drawn :

The circumstances of the Malian crisis were specific as the society in the southern part of the country which was not occupied could mobilize a lot of resources and moral and social support – there were no refugee camps and many were absorbed by families and friends. Many of the internally displaced persons remained mobile and moved between the worlds, meaning between the places they left to check conditions and their remaining properties there and the new places hosting them more or less temporarily. Many seem to opt for remaining there for good, others continue moving between these two worlds and others see their future in returning to their places of origin, which are no longer occupied and face the challenging conditions there to reconstruct their lives and the socio-economic environment there.

In this context, the interventions providing education and training proved to be a helpful tool not only to cope with the new situation as an internally displaced person but also to gradually (re)gain self-confidence and to acquire knowledge, skills and experience required if a new start is at issue.

The target group widely appreciated that BMZ provided DVV International with means to address educational and training needs. Interrupted schooling cycles could be bridged, room for reflection and exchange was created and small income generating projects were initiated and the corresponding training needs in technical and managerial areas could be identified and addressed.

The experience suggests to :

- provide such programs alongside emergency aid as a rule and to reserve enough means for them ;
- utilize the capacities of the internally displaced persons as much as possible (many of them were multipliers before and are well suited to reach out to their peers) ;
- assess and consider the different levels of education, training and experience within the target group and adapt the interventions to that ;
- systematically assess what other organizations including the government and refugee-self-help-initiatives are doing in order to avoid double work and to facilitate synergies ;
- be open to reshape plans when conditions change and target groups move.

For a considerable part of the persons targeted in the program, a follow-up project is now awaiting approval by BMZ. It is designed to assist persons, who were internally displaced alongside others who remained in the occupied areas in starting small businesses. Thus the way from emergency interventions could lead to reconstruction and to the emergence of sustainable livelihoods and economic development which is after all one constituent element for peace and reconciliation.

PREFACE

La crise qu'a vécue le Mali a tout bouleversé sur le plan social, économique, politique, organisationnel et institutionnel. Cet état de fait a occasionné des changements importants dans les priorités et dans les stratégies de la quasi-totalité des organismes de développement intervenant dans le pays dont DVV International Afrique de l'Ouest qui, jusque-là n'était pas connu comme une organisation intervenant dans un contexte de crise ou post-crise. Dès lors, il était évident que les milliers de personnes déplacées internes (PDI) avaient non seulement des besoins en matière de nourriture, d'abris, de médicaments,...., mais aussi des besoins en termes d'espace approprié de discussion, de partage des expériences traumatisantes récurrentes, de cours de rattrapage, de remédiation pour la remise à niveau des élèves par rapport au programmes et à certaines disciplines. Ainsi, la prise en charge de ces besoins spécifiques cités contribuerait à amener ces personnes déplacées internes à s'adapter à la nouvelle situation qui s'impose à elles tant sur le plan social, qu'économique en les permettant de garder l'espoir pour un avenir sans guerre et avec des perspectives d'épanouissement individuel et collectif.

Sollicité pour contribuer et proposer des réponses adaptées à cette situation, DVV International avec cinq (5) de ses ONG partenaires a planifié et mis en œuvre pendant neuf mois cinq (5) projets dans les régions de Sikasso, Ségou et Mopti. Au terme de la mise en œuvre de ces projets, l'heure est aux analyses des résultats et produits obtenus pour non seulement en tirer des enseignements, mais également en faire un outil, une pratique pouvant contribuer à l'apprentissage tout au long de la vie qui intéresse DVV. Sur la base des expériences des projets PDI, l'atelier de capitalisation des différents acquis qui en sont découlés a été organisé par DVV I pour servir de cadre de partage et d'apprentissage au profit de l'ensemble des acteurs participants. Cette expérience a aussi été profitable à DVV, dans la mesure où il a beaucoup appris de l'ensemble des projets. Ainsi, DVV saisit cette opportunité pour exprimer son respect à tous les acteurs qui ont fait montre d'esprit d'ouverture ayant facilité la collaboration, le partage et l'apprentissage tout au long de ce processus. Les reconnaissances de DVV International vont spécifiquement à l'endroit des PDI elles-mêmes, qui ont démontré un grand esprit d'humilité. Nous espérons que leurs souffrances endurées auront une fin bientôt et qu'elles puissent réaliser ce qu'elles envisagent de faire et traduire en pratique les connaissances acquises. DVV exprime toute sa gratitude au COREN et aux services techniques déconcentrés de l'Etat dont la participation et l'accompagnement n'ont jamais fait défaut. Que le Ministère Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) retrouve ici l'expression de la gratitude de l'ensemble des acteurs pour son

accompagnement technique et financier. Nous espérons que BMZ, s'intéressant toujours à la bonne suite des travaux, accepte aussi de financer le projet d'appuis aux populations des villes de Gao et Tombouctou, qui lui a été proposé. Le mérite de cette expérience revient aussi au personnel des ONG partenaires et à toute l'équipe de DVV I pour leurs efforts et leurs savoir-faire. Cependant, si tout n'était pas encore parfait dans le cadre de cette expérience, c'est le lieu pour nous de présenter des excuses, tout en promettant que les leçons apprises dont, cette petite brochure qui fait office de témoin seront prises en compte dans notre travail futur et dans nos échanges avec des partenaires à différents niveaux.

Si ce projet a pu contribuer à la stabilisation de la situation à travers l'acquisition de nouvelles compétences par les PDI qui, pourraient jouer un rôle dans la relance socio-économique et l'établissement d'une paix durable; la mission ainsi accomplie ne serait pas vaine. Ainsi, tous ceux qui désirent partager leurs expériences, conclusions et recommandations sont les bienvenus, pour que le fait d'apprendre et d'améliorer ensemble puisse toujours prévaloir !

Gerhard Quincke, Directeur Régional du Programme Afrique de l'Ouest de DVV International

INTRODUCTION

La capitalisation et la valorisation des expériences sont un domaine qui relève de la gestion des savoirs : cela signifie qu'il part de l'hypothèse forte que toute expérience ou connaissance peut être réfléchi, enrichie, documentée sous des supports adaptés et échangés comme des savoirs dont d'autres peuvent s'approprier.

Ce document de capitalisation des expériences du programme PDI est destiné aux agents des projets et programmes partenaires de DVV International. Les directions des ONG et les coordonnateurs des projets trouveront dans ce document, une approche qui les aidera à mettre en œuvre un processus interne de réflexion, de partage des expériences et des savoirs. Il s'adresse également aux équipes de terrain des projets dont le rôle dans la remontée de l'information vers les organes dirigeants des ONG est primordial pour le suivi-évaluation des indicateurs du projet.

Par ailleurs, ce document et certains de ses supports pourraient être utiles aux autres organisations partenaires et au personnel de DVV International dans les moments de réflexion, lors des missions de supervision, de la planification et de la mise en œuvre de nouveaux projets et programmes.

Enfin, il s'adresse à tous les projets et programmes qui partagent la vision selon laquelle le développement n'est pas un ensemble d'actes isolés, mais un processus de transformation qui se réalise parce que différents acteurs (agents, partenaires, opérateurs, bénéficiaires, prestataires...) interviennent à des moments et à des échelles différentes et selon des modalités diverses. Cela signifie que les connaissances sont sans valeur lorsqu'elles ne sont pas partagées ; seul l'apprentissage des expériences réussies ou non est porteur de savoir.

Ce document est structuré autour des points suivants :

- Un résumé ;
- Une préface du Représentant Régional Afrique de l'Ouest de DVV International ;
- Une introduction;
- Les thématiques de capitalisation regroupant les différentes expériences capitalisées ;
- Une Conclusion suivie de recommandations.

THEMATIQUES DE CAPITALISATION ET EXPERIENCES CAPITALISEES

I. Thématiques de capitalisation

Les thématiques identifiées et regroupant les 11 expériences capitalisées dans le cadre de la mise en œuvre du programme PDI par DVV International et ses 5 ONG partenaires de mise en œuvre sont relatives à:

I.1. Thématique 1 : Education formelle

Cette thématique regroupe les expériences ayant trait à l'organisation de cours de rattrapage et de cours de remédiation au profit des élèves déplacés du nord du Mali. Les pratiques de remise à niveau des élèves déplacés par rapport au programme (cours de rattrapage) et par rapport à des disciplines données (cours de remédiation) des ONG AED, EVEIL et J&D sont présentées sous cette thématique

I.2. Thématique 2 : Education Non Formelle/Renforcement de la résilience des PDI

Au niveau de cette thématique, les expériences capitalisées en termes de bonnes pratiques se rapportent aux initiatives de formations professionnelles et de toutes autres initiatives rentrant dans le cadre du renforcement de la résilience des jeunes et des femmes déplacés. Ainsi, sous cette thématique sont présentées les pratiques des projets PDI des ONG HN, AED (formations et AGR, Caisse Kourani) et AMEDD (formation professionnelle et Communication).

I.2. Thématique 3 : Mobilisation/Action sociale

Cette thématique regroupe les expériences de mobilisation, d'organisation, de prise en charge psychosociale et d'action humanitaire des ONG de mise en œuvre du programme en faveur des personnes déplacées internes. Les expériences concernées sont celles émanant des ONG AED (étude de cas), EVEIL (groupe d'action communautaire) et J&D (mobilisation et sensibilisation à travers l'organisation de fora).

2. Expériences capitalisées par thématiques

2.1. Expériences capitalisées par rapport à l'éducation formelle

2.1.1. Expérience de cours de rattrapage de l'ONG AED

Titre : Organisation des cours de rattrapage pour les élèves déplacés du Nord suivie de l'introduction des jeux de scrabble et de football.

Objectif : Comblent le vide éducatif entraîné par le déplacement forcé des élèves du nord vers Ségou suite à la crise intervenue.

Lieu : Groupes scolaires de Sébougou, Fa Keita de Pélangana, Sido Soninkoura et Somonoso.

Période : Août à Septembre 2013

Auteurs : ONG AED

Bénéficiaires : 523 élèves déplacés du Nord dont 296 filles des 4 zones d'intervention et élèves hôtes.

La description de la pratique et des résultats

Les niveaux concernés étaient : au 1er cycle : 2ème, 3ème et 4ème année, pour le second cycle 8ème et 9ème. Ils ont été retenus par les responsables du CAP de Ségou qui connaissaient les niveaux qu'il faut renforcer.

➤ Description de la pratique

Suite aux multiples rencontres et séances de travail avec les parents d'élèves ; le service régional du développement social, le Collectif des Ressortissants du Nord (COREN) et les Associations de Parents d'Elèves (APE), le besoin de rehausser les niveaux des élèves déplacés par rapport au programme a été exprimé.

L'effectif de ces élèves en date du 14 Mars 2013 était de 1 620 élèves déplacés de niveau premier cycle et 332 élèves du niveau second cycle, soit un effectif total de 1 952 élèves.

La démarche adoptée a consisté à/au:

- Des échanges avec les responsables éducatifs pour l'identification des niveaux (au 1er cycle : les classes de 2ème, 3ème et de 4ème année et au second cycle, les classes de 8ème et de 9ème année) des élèves déplacés à rehausser ;

- L'organisation des séances de travail et des rencontres avec le Directeur de Centre Animation Pédagogique (DCAP), les conseillers pédagogiques et les directeurs des groupes scolaires retenus pour définir les modalités de réalisation (nombre d'heures par jour, les matières qui seront enseignés aux élèves et les honoraires) ;
- La diffusion de communiqués pour inviter les parents d'élèves déplacés à inscrire leurs enfants aux cours de rattrapage : diffusion pendant une semaine sur la Radio ORTM (Office des Radiodiffusion et Télévision du Mali) de Ségou ;
- Achat des fournitures (cahiers, bics, gommes, boîtes de craies...) pour les élèves ;
- Démarrage des cours dans les groupes scolaires ;
- Transport et distribution des fournitures le jour de la rentrée ;
- Suivi du DCAP à travers les conseillers pédagogiques et les directeurs d'écoles ;
- L'organisation d'une petite fête à l'intention des élèves à la fin des cours.

➤ Description des résultats :

En si peu de temps, le niveau des élèves s'est amélioré. Ils étaient au nombre de 523 dont 227 garçons et 296 filles (tous niveaux confondus).

Le suivi régulier du CAP et des directeurs d'école a contribué au fait que les moyennes des élèves déplacés ont connu une nette amélioration. Pour le 1er cycle au départ ces moyennes variaient entre 4 et 5 sur 10 et à la fin des cours, elles étaient entre 7 et 9 sur 10. Pour ce qui est du second cycle, elles étaient au début entre 7 et 8 sur 20 et à la fin des cours, elles se sont améliorées en se situant dans la fourchette de 11 - 12 sur 20.

L'introduction des jeux de scrabble et de football a contribué d'une part à l'amélioration de l'orthographe et d'autre part au développement des aptitudes physiques des élèves. Les jeux ont été également d'un apport capital dans l'appui psychosocial (capacité à prendre la parole, à sourire, à se tenir dans un groupe...).

Coût de réalisation :

- 1- Honoraires des enseignants chargés des cours de rattrapage
- 2- communiqués Radio ORTM Ségou
- 3- Fournitures, Frais d'encadrement des élèves
- 4- installation des jeux de scrabble dans 4 groupes scolaires
- 5- Montant total dépensé : $523 \text{ élèves} \times 5.736,137 = 3.000.000 \text{ FCFA}$

Observations des auteurs :

- Forte implication des autorités éducatives, des APE (Association des Parents d'Elèves) et des OSC (Organisation de la Société Civile) ;
- Besoin de tenir compte de la langue vernaculaire des élèves déplacés pendant les cours de rattrapage ;
- Nécessité de renforcement des capacités des enseignants aux techniques des cours de rattrapage.

Stratégie de diffusion et de partage :

Le partage d'un rapport incluant la pratique concernée avec l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus lors des rencontres et par courriers.



Bonne Pratique réalisée par l'ONG A.E.D (Association d'Entraide pour le Développement)
Siège Bamako, Mali ; Tel : (223) 76 45 97 71, Fax : (223)20 22 31 42
BP : 1507 Bamako ; Email : aedmariam1@orangemail.net

2.1.2. Expérience de cours de rattrapage de l'ONG EVEIL

Titre de la pratique : Organisation de cours de rattrapage à l'intention des élèves dans les écoles de la ville de Konna.

Objectif : Améliorer le niveau d'apprentissage des enfants affectés par la crise en leur donnant une opportunité de combler leurs lacunes.

Lieu : Les écoles de Konna premier cycle A, B, C, D et les deux seconds cycles.

Période : D'août 2013 à février 2014.

Auteurs : Projet d'Assistance Educative et Psychosociale aux Personnes Affectées par la crise sécuritaire dans la commune de Konna, l'ONG Eveil, la mairie de Konna et le CAP de Sévaré.

Bénéficiaires : Elèves en difficultés dans les écoles fondamentales de Konna.

Description de la pratique et des résultats

- La signature d'une convention de partenariat qui a permis aux différents acteurs de jouer pleinement leurs rôles dans la mise en œuvre du projet ;
Formation de onze enseignants en techniques de remédiation qui a permis de renforcer leurs aptitudes pédagogiques ;
- Pour les deux phases de cours, le choix des bénéficiaires a porté sur les enfants en difficulté d'apprentissage identifiés dans les écoles fondamentales de Konna (Konna A, Konna B, Konna C, Konna D au nombre de 266 dont 112 filles pour le 1er cycle et 379 élèves dont 171 pour le second cycle filles au niveau des seconds cycles de Konna I et Konna II). Cependant, Il a été par la suite permis à d'autres enfants venus soit de Konna ou d'ailleurs de participer aux cours organisés. Le principal critère de choix appliqué a porté essentiellement sur le niveau des enfants (niveau faible) ;
- Soucieux d'apporter un soutien aux enfants affectés par la crise, l'ONG EVEIL et le CAP se sont concertés sur les meilleurs voies et moyens possibles à envisager pour mieux aider ledit groupe cible. Dès réception d'une réponse favorable de la part de l'ONG partenaire, le CAP a initié des rencontres de sensibilisation et de mobilisation. Ainsi, Il a rencontré la mairie et les directeurs des écoles concernées ;
- Pour assurer la réussite de l'activité les directeurs des écoles (quatre premiers cycles et deux seconds cycles) se sont concertés pour désigner trois directeurs qui ont assuré le suivi de proximité des cours et les maîtres qui en étaient chargés. Toujours dans le cadre du suivi, les Directeurs du CAP (le directeur et son adjoint)

et deux conseillers pédagogiques avaient la tâche d'assurer le suivi/appui nécessaire aux enseignants concernés par les cours ciblés ;

- Après consultations avec les directeurs, les conseillers pédagogiques généralistes et spécialistes se sont retrouvés pour établir un emploi de temps pour chaque cycle en tenant compte de la durée des cours ;
- Les cours ont eu lieu cinq (05) jours par semaine (du lundi au vendredi) pendant quatre (04) heures par jour (de 08 heures à 12 heures) courant le mois d'août et 3 jours de Novembre 2013 à Février 2014 à raison de 6 heures par semaine de cours. La pédagogie appliquée a été celle de la mise à niveau sous la conduite des conseillers (pédagogie différenciée, séries d'exercices d'application, travaux de groupes...). Les cours initialement prévus pour les élèves en difficultés ont aussi concerné des volontaires pendant la première phase. En vue de renforcer la citoyenneté et le civisme des élèves, des notions d'éducation civique et morale ont été abordées avec les enfants tant aux premiers cycles qu'aux seconds cycles.

Coût de la pratique

- Frais d'honoraires des enseignants chargés des cours de remédiation,
- Frais de déplacement et de carburant pour les chargés de suivi des activités,
- Frais d'achat des fournitures.

Ressources matérielles

Matériel de bureau (ordinateur, papier de tirage, encre, etc...)

Ressources humaines

Personnes impliquées : Maire chargé de l'éducation, le coordinateur et les conseillères du projet, le Directeur du CAP de Sévaré, les 6 directeurs des écoles de Konna, les enseignants chargés des cours.

Ressources financières

Honoraires chargés de cours (2000 F CFA X1 656 heures) :	3 312 000 F CFA
Frais déplacement et de suivi des activités :	200 000 F CFA
Honoraires des enseignants pour l'identification et l'évaluation des élèves bénéficiaires :	180 000 F CFA
Fournitures de bureau :	370 000 F CFA
TOTAL :	4 062 000 F CFA

Moyens de diffusion et de partage

- Cadre de concertation des acteurs de l'éducation du Centre d'Animation Pédagogique de Sévaré,
- Cluster éducation des Académies d'Enseignement de Mopti et de Douentza,
- Coordination Régionale des ONG de Mopti.



ONG EVEIL - Siège social : Sévaré ; Tel. 21420073,
E-mail: eveil@orangemali.net - BP : 23 SEVARE /MOPTI

2.1.3. Expérience de cours de remédiation de l'ONG J&D

Titre de la bonne pratique : Organisation des cours de remédiation



Objectif : Rehausser le niveau de 501 élèves maîtres déplacés ayant redoublé au niveau des instituts de formation des maîtres (IFM) de Bougouni, Niono et Sévaré.

Lieux : Les IFM de Bougouni, Niono et de Sévaré.

Période : D'octobre 2013 à février 2014.

Auteur : Jeunesse & Développement (J&D) à travers son Projet PDI.

Bénéficiaires : les élèves maîtres déplacés et non déplacés fréquentant les 3 IFM.

Description de la pratique et des résultats

- 1- Des réunions ont été organisées avec l'administration scolaire et le corps professoral dans les trois IFM pour partager le contenu du document projet ;
- 2- L'analyse des résultats des examens de fin d'année 2012- 2013 des élèves maîtres déplacés a été faite au niveau des trois IFM par l'administration scolaire et les agents du projet ;

L'organisation d'une rencontre avec les professeurs des IFM a permis de choisir les disciplines suivantes: le français, les physiques, les mathématiques, la psychopédagogie, l'histoire et la géographie, les sciences naturelles, la philosophie, l'anglais et l'ECM/LMP. Compte tenu du fait que ces disciplines posent d'énormes problèmes aux élèves maîtres, les acteurs en présence ont décidé d'augmenter le nombre d'heures prévues qui est passé de 36 à 186 heures par mois et réparties comme suit :

- IFM de Bougouni: 80 heures par semaine soit 320 heures par mois et 1600 heures pour les 5mois ;

- IFM de Niono : 24 heures par semaine soit 96 heures par mois et 480 heures pour les 5 mois ;
- IFM de Sévaré : 36 heures par semaine soit 144 heures par mois et 720 heures pour les 5 mois ;

Au total, un volume horaire de 2800 heures de cours de remédiations a été dispensé sur une prévision de 540 heures dans le document projet.

Ces cours de remédiation se sont déroulés suivant des calendriers consensuels les jeudis soirs de 15 heures à 17 heures et les samedis de 08 heures à 12heures ;

- 3- L'information des élèves maîtres classe par classe dans les trois IFM a permis de les mobiliser pour leur participation aux cours de remédiation ;
- 4- Les émissions radiophoniques autour des cours de remédiation ont été diffusées sur les radios de proximité partenaires dans les trois zones d'intervention pendant toute la durée du projet ;
- 5- Les rencontres d'échanges avec les élèves maîtres déplacés dans chaque IFM ont permis aux agents du projet de partager le contenu du document projet et de se familiariser avec ces derniers ;
- 6- L'élaboration d'un emploi du temps et d'un calendrier a été assurée dans chaque IFM pour un meilleur cadrage des cours de remédiation ;
- 7- Le suivi pédagogique des cours de remédiation a été effectué par les Académies d'Enseignement des différentes zones.

Coût de la pratique

- Le coût d'une heure de cours de remédiation s'élevait à 8000 F CFA,
- Le nombre d'heures requis par mois était de 36,
- La durée des cours s'est étalée sur 5 mois,
- Nombre d'IFM à couvrir était de 3 IFM,
- Le cout total des cours est revenu à : $4\ 320\ 000\ FCFA$ ($8000F \times 36\ h \times 5\ mois \times 3IFM$),
- Le suivi des académies : $60000\ FCFA \times 2\ fois \times 3\ IFM = 360\ 000\ F\ CFA$,
- Le suivi de la direction de l'ONG a coûté 340 000 FCFA pour 3 suivis.

Observations des auteurs :

L'implication des élèves maîtres dans le choix des disciplines dès le départ est un facteur de leur motivation.

La prévision du petit matériel (cahier, Bic, craie...) est nécessaire.

Moyens de diffusion :

- L'utilisation des services des radios de proximité,
- Développement de supports audio et vidéo,
Présentation de sketches.



Email : jeunesse.developpement@orangemali.net

Site : jeunesse-et-developpement.org

Tel : +223 20 29 32 40

BP : EI 419 Bamako/Mali

2.2. Expériences capitalisées se rapportant à l'éducation non formelle/Renforcement de la résilience des PDI

2.2.1. Expérience d'épargne et de développement d'AGR dans les groupements de femmes déplacées de l'ONG AED

Titre : Instauration d'une épargne endogène (caisse kourani) au sein des groupements de femmes déplacées internes

Objectif : Rendre autonomes sur le plan économique 228 femmes déplacées.

Lieu : Sébougou ; Pélangana ; Sido-Soninkoura ; Somonosso.

Période : 5 mois, d'octobre 2013 à février 2014.

Auteurs : ONG AED

Bénéficiaires : les femmes PDI organisées en groupement et résidant dans les communes de Sébougou, Pélangana et commune de Ségou (les quartiers de Sido Soninkoura et Somonosso).

Description de la pratique et des résultats

Etape 1 : Information et Sensibilisation des bénéficiaires sur l'approche du projet

- Organisation de séances d'animation sur les activités et les stratégies d'intervention du projet;
- Des séances d'animation ont été menées sur le thème d'autonomie des femmes sur le plan économique,
- Des séances d'animation ont été réalisées sur les stratégies de financement (y compris sur la contribution et l'engagement des bénéficiaires, leur disponibilité tout au long du projet et leur capacité de gestion) des activités génératrices de revenus et leur pérennisation (cas de la Caisse Kourani).

Etape 2 : Description générale de la pratique

Elle consiste pour chaque femme membre de l'association à épargner hebdomadairement entre 25 F à 100 F CFA et pendant 6 mois. Au total la somme de 210 000 F CFA a été collectée et investie dans le développement des AGR par lesdites femmes.

Etape 3 : Séances d'animation sur la vie associative

Des rencontres hebdomadaires entre les membres des 4 associations et l'équipe du projet sur la vie associative, suivies des séances d'animation renforcées sur les rôles et responsabilités des membres de l'association ont porté fruit (s'accepter, se connaître, l'appropriation de la culture du vivre ensemble...).

Etape 4 : Initiatives des AGR et leur gestion par les femmes PDI à travers des séances REFLECT.

A travers les différentes rencontres tenues ayant permis le développement de la confiance en soi, les femmes PDI ont d'abord initié leurs propres activités génératrices de revenus. Certains groupements de femmes ont réalisé des activités comme le petit commerce, la vente de condiments, du savon et la production du "kata" (pate à base de blé et de la farine du riz).

Certains groupements de femmes ont réalisé des activités comme le petit commerce, la vente de condiments, du savon et la production du "kata" (pate à base de blé et de la farine du riz).

L'appui financier de DVV International a permis aux femmes PDI de bénéficier d'une formation organisée par l'ONG AED sur les outils de gestion comptable et financière applicables à leurs activités. Ainsi, dans une approche Reflect (conduite d'une unité d'identification d'une AGR porteuse à travers la matrice préférentielle), des AGR faisables ont été retenues par les femmes PDI.

A l'issue d'études de faisabilité réalisées, il est ressorti que l'appui financier donné par DVV International ne couvrait pas l'ensemble des besoins d'AGR exprimés par les femmes. Cette situation a amené les groupements de femmes PDI à faire un apport supplémentaire sur fonds propre de 50 000 F CFA pour compléter la somme de 200 000 F CFA mise à leur disposition par le projet. C'est ainsi que les femmes de Somonosou et Sébougou ont initié une AGR d'achat, de stockage et de revente de deux tonnes de riz (à raison d'une tonne par association). La revente est prévue pour la période de soudure (juillet-août) dans le but d'assurer une plus-value.

Pour le groupement de femmes de Pelengana, c'est la pratique du petit commerce qui consiste à acheter et revendre des articles divers comme : le savon en morceaux et liquide, les condiments, les chaussures...etc.

Les femmes PDI de Sido Soninkoura quant à elles ont initié le petit commerce et la transformation de l'arachide en pâte pour commercialisation.

Coût de réalisation :

- Frais de carburant des animateurs : 151 X 9 mois x 750 F = 202 500 F CFA,
- L'organisation des séances REFLECT.

Stratégie de diffusion :

- Organisation des visites d'échanges d'expériences entre les différents groupes cibles,
- Témoignage des bénéficiaires,
- Développer et diffuser des images et vidéo sur les activités du projet.



ONG A.E.D - Association d'Entraide pour le Développement
Siège social : Bamako- Mali ; Tel : (223) 76 45 97 71, Fax : 20 22 31 42
BP : 1507 Bamako ; Email : aedmariam1@orangemail.net

2.2.2. Expérience de formation professionnelle des jeunes PDI de l'ONG AMEDD

Titre : Stratégie de formation des jeunes PDI

Objectif : Contribuer à l'amélioration des compétences professionnelles de 50 jeunes PDI.

Lieu : District de Bamako/Sites et camps limitrophes de la ville.

Période : Mai – décembre 2013.

Auteurs : Association Malienne d'Eveil au Développement Durable (AMEDD) à travers une équipe composée de 3 femmes multidisciplinaires et polyglottes.

Bénéficiaires : 50 jeunes personnes déplacées internes (dont 37 hommes et 13 femmes).

Description de la pratique et des résultats

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'amélioration des conditions d'existence des PDI, une des principales activités était la formation professionnelle de 50 jeunes. Cette activité a été réalisée selon une approche intégrée impliquant les bénéficiaires, les formateurs, les services techniques de l'Etat, les Partenaires Technique et Financier (PTF) et ONG partenaires.

Le processus de ciblage des bénéficiaires et des domaines de formation professionnelle a été participatif en prenant en compte les idées des bénéficiaires et des formateurs. En effet, ce sont les bénéficiaires qui ont eux-mêmes choisi les domaines de formation professionnelle dans lesquels ils voudraient avoir des compétences. L'équipe a tout d'abord élaboré une fiche d'identification sur la base de critères de sélection des bénéficiaires. La fiche ainsi élaboré contenait les informations comme noms, prénoms, âge, statut, disponibilité, motivations, projets futurs,... etc. Elle a ensuite été testée et validée par la Direction de l'ONG AMEDD.

Suite à la collecte de données générales auprès des structures comme le Développement Social, le Collectif des Ressortissants du Nord (COREN) et d'autres ONG internationales, un échantillonnage a été fait sur la base des zones à forte concentration de personnes déplacées internes dans le District de Bamako. L'équipe a procédé au recueil des données auprès de 200 jeunes personnes déplacées internes dans les différentes communes du District de Bamako, dans les sites et camps limitrophes.

Pour la sélection des bénéficiaires, une fiche basée sur des critères de sélection a été élaborée et validée par la Direction de l'ONG. Les principaux critères de sélection portaient sur l'âge, la disponibilité, la perspective d'application des acquis par les bénéficiaires. L'analyse de ces fiches de sélection a permis d'établir une première liste de 50 jeunes. Cette liste a été revue lorsque certains jeunes n'ont pas pu être joints. Ainsi, ceux qui n'étaient pas joignables ont été remplacés par d'autres et qui en attente remplissaient les critères de sélection. Ceci a permis de dresser la liste finale comportant 50 jeunes dont l'âge était compris entre 18 et 36 ans qui a été partagée avec les parties prenantes.

Ces 50 jeunes dont 13 femmes ont été placés dans 7 ateliers de formation professionnelle dont 3 en informatique (initiation), 1 en teinture, 1 en menuiserie, 1 en couture et 1 en coiffure.



Ces ateliers ont été sélectionnés de manière participative avec les 50 jeunes à former tout en tenant compte de la capacité technique des formateurs, du cadre de formation et du coût afin d'assurer une formation de qualité. Ce choix a été précédé de visites au sein des 15 ateliers présélectionnés aux fins d'un choix définitif porté sur 7. Un des critères non moins important a été la prise en compte de la proximité des jeunes par rapport leur atelier de formation. Il faut également noter que des contrats de prestation de services ont été signés avec lesdits ateliers de formation.

Pendant la formation, les jeunes placés dans les ateliers de formation ont fait l'objet de suivi réguliers par l'équipe du projet. Un emploi du temps bien détaillé, élaboré par les formateurs et les PDI a permis à l'équipe du projet de préparer un plan de suivi et de collecter les données à l'aide d'une fiche de suivi élaborée à cet effet. Les sorties étaient bi hebdomadaires. Le suivi a permis de renforcer l'assiduité, la confiance en soi, la confiance mutuelle entre les apprenants et le respect des engagements des formateurs. Ce suivi a permis d'évaluer progressivement le niveau des apprenants. Ainsi, au bout de deux mois de formation une évaluation finale en collaboration avec les formateurs a conduit à la remise des attestations leur permettant de s'insérer rapidement dans le tissu économique et social.

La réalisation de la formation des 50 jeunes selon l'approche décrite ci-dessus a permis la prise en compte des besoins des bénéficiaires, leur appropriation du projet et la possibilité pour eux de mettre en valeur les acquis de la formation pour leur épanouissement dans le futur.

Il est possible de continuer l'offre de service aux jeunes formés grâce à l'engagement du gouvernement malien pour soutenir les initiatives en matière de formation professionnelle via l'APEJ et l'ANPE. L'existence d'autres PTF et ONG évoluant dans le domaine de la formation professionnelle est également une opportunité à saisir pour renforcer les acquis du projet. Enfin, des ébauches de partenariats entre structures à travers les clusters, les réseaux qui sont en cours pourraient servir de créneau pour l'installation des jeunes formés.

Coût de la pratique

Coût de la formation (y compris les frais de déplacement des apprenants et les matériels pour la formation) : 25 000 F CFA/ jeune/mois pendant 2 mois	2 500 000
Coût total	2 500 000

Observations des auteurs

A travers cette expérience, nous estimons qu'il est important de prendre en compte d'autres aspects pour améliorer la mise en œuvre d'une telle action. Parmi ces aspects nous pouvons citer :

- La mobilité/volatilité de certains jeunes PDI en formation;
- La mobilisation davantage de fonds pour répondre à tous les besoins de formation ;
- L'appui à l'installation après les formations pour favoriser l'intégration des jeunes PDI formés dans le tissu social et économique ;
- Le suivi de la mise en relation des jeunes PDI formés avec les structures évoluant dans le domaine de la formation professionnelle ;
- L'implication de toutes les parties prenantes (PTF, Etat, COREN, ONG, etc.) dans le suivi ;
- Après le choix des domaines de formation la réflexion est portée sur la nécessité de prolonger la durée des formations d'un à deux mois et voire plus pour atteindre les objectifs.

Stratégie de diffusion et de partage

- Reportage, production et diffusion d'un magazine de 26 minutes sur l'ORTM,
- Production des dépliants et la mise en ligne (site ONG et PTF Réseaux sociaux etc...).



Association Malienne d'Eveil au Développement Durable
Siège Koutiala, Mali Tél : (223) 21 64 09 62, Cell : 76 47 47 32
Site web : www.ameddmali.org
Email : bougouna.sogoba@ameddmali.org

2.2.3. Expérience de formation professionnelle de l'ONG HN

Titre de la pratique : l'apprentissage du métier de teinture par les femmes PDI du quartier Bagadadji de Ségou

Bénéficiaire total du projet : 270 PDI dont 23 hommes et 247 femmes

Teinture : 141 dont 1 homme et 140 femmes

Transformation agro-alimentaire : 30 femmes

Couture : 61 dont 10 hommes et 51 femmes

Saponification : 28 dont 2 hommes et 26 femmes

Forge : 10 hommes.

Formateurs : 13 dont 5 hommes et 8 femmes

Il y avait 3 PDI parmi les formateurs (1 homme et 2 femmes), ce qui a facilité l'apprentissage grâce à la confiance et le partage de la langue de communication utilisée comme médium entre le formateur et les apprenants.

Objectif : Assurer un apprentissage dans le domaine de la teinture à 141 personnes déplacées dont 1 homme et 140 femmes repartis entre 7 sites (Angoulême, Bagadadji, Hamdallaye, Missira, Sebougou, Sidosonikoura et Somonosso)

Lieu : commune urbaine de Ségou

Période : septembre 2013 à novembre 2013 (3 mois)

Auteurs : ONG HUMAN NETWORK- MALI en partenariat avec DVV International

Bénéficiaires : Personnes déplacées interne à Ségou.

Critères de choix dans la formation professionnelle :

- La stabilité de la personne déplacée au lieu de transit pendant les six prochains mois,
- Le critère âge (14-50 ans) pour la formation professionnelle,
- L'esprit de bénévolat pour l'approche Reflect et les autres activités,
- L'engagement à respecter les clauses convenues entre les parties.

Description de la pratique et des résultats

Dans ce processus de l'apprentissage, il a été déterminant de laisser le choix libre aux apprenants PDI pour la teinture, de même que la flexibilité des horaires de formation en fonction de la disponibilité des apprenants. Ce corps de métiers a été choisi du fait que les teinturières sont très rares au nord, car de façon générale, les tissus basins sont teintés au sud et ensuite envoyés au nord. Les apprenants ont estimé que l'apprentissage de la teinture est une opportunité de combler ce vide et permettra aux apprenants formés de s'installer et créer cette activité dès leur retour. La proximité des sites de formation aux apprenants a facilité l'accès à l'apprentissage et l'assiduité des apprenants. La mise en place d'un comité de gestion composé de 3 membres (une Présidente, une vice-présidente et une trésorière).

Ce comité a servi d'interface entre les bénéficiaires et les partenaires et il a aussi été chargé des questions d'ordre organisationnel et de développement des liens de partenariat avec d'autres structures. L'établissement de la collaboration entre l'ONG Human Network et la Direction Régionale du Développement Social et de l'économie solidaire a eu pour avantage:

- => Le suivi des activités de formation aux corps de métiers/filières dans les ateliers,
- => L'intermédiation sociale du projet,
- => L'appui conseil et information/communication.

Le partenariat avec le Collectif des Ressortissants du Nord (COREN) a permis d'assurer:

- => Le recensement des demandeurs pour l'apprentissage,
- => Le suivi des activités du projet,
- => L'information/communication.

Cette collaboration a créé un cadre de synergie autour des activités.

Parmi les 7 sites d'apprentissage l'accent a été mis sur celui de Bagadadji dont l'effectif est de 20 apprenantes.

Pour l'activité de teinture, il a été nécessaire pour l'ONG HN d'assurer l'achat des intrants/consommables (les colorants, la soude caustique, l'hydrosulfure, l'amidon et le basin blanc), les matériels de sécurités (gants et cache-nez) entrant dans le cadre de l'apprentissage et aussi le paiement des formateurs après la signature de contrats de services avec eux. Les productions issues de l'utilisation de ces consommables (3 pièces, soit 90m Bazin teintés) ont généré un revenu de 157 500 F CFA après la vente. Ces revenus ont été utilisés pour créer un cycle de fonctionnement dans le but d'assurer la pérennisation de la filière teinture.



Au terme de la démarche, les apprenantes formées ont atteint les résultats suivants :

- => Création d'une dynamique de groupe pour la réalisation des activités socio-économique (création des groupements d'association),
- => Elles sont reconnues dans le quartier en tant que teinturières et reçoivent des commandes à ce titre,
- => Des liens de commercialisation se sont établis pour les commandes de Basins teintés entre la zone d'origine et la zone d'accueil,
- => Une formation été organisée par Human Network sur la comptabilité simplifiée et la gestion d'activités génératrices de revenus au profit de 70 PDI. Ces apprenants formés ont restitué cette formation aux autres bénéficiaires du projet,
- => Certains corps de métiers notamment la teinture ont plus de femmes que d'homme. Cela est dû à des stéréotypes qui féminisent certains métiers. La dimension culturelle aussi fait que certains métiers sont également considérés comme des métiers d'homme comme la forge qui est exclusivement composé d'hommes, mais la vraie raison est que la majorité des déplacées sont des femmes.

Coût de la pratique :

- Formatrice : coût : 50 000F CFA/mois (pendant 3 mois)
- Intrans/consommable :
 - => Bassin : 3 pièces coût : 82 500 F CFA
 - => Intrants : 50 000F CFA
 - => Matériels de sécurité : 50 000 F CFA
 - => Les matériels de formation étaient à la charge de la formatrice. Ce matériel est composé de : bassines, seaux, tasses, gobelets, louches, cuillères à café.

Observations des auteurs

Les insuffisances liées à la formation ont été l'absence d'un plan de formation élaboré avec une progression pédagogique visible. La prise en compte des outils qui suivent est aussi une absolue nécessité pour bien réussir une telle activité :

- Fiche technique
- Guide de facilitateur
- Registre pour support de gestion (cahier de visite et cahier d'observation)

Aussi il a été constaté des insuffisances dans l'animation sur la question de prévention et gestion de conflit et l'appui psycho social. Toutefois, ces insuffisances sont à mettre au compte de l'analphabétisme de la plupart des formateurs et des apprenants. Ce projet avait un volet Reflect axé sur le développement de thématiques relatives à la prévention & à la gestion des conflits, la culture et la consolidation de la paix, la bonne gouvernance,

qui malheureusement ne prenait pas en compte l'acquisition de connaissances instrumentales en matière d'alphabétisation. Si une prochaine phase est à envisager dans le cadre de ce même projet, alors elle doit intégrer la dimension alphabétisation à travers les séances d'animation Reflect.

Ressources matérielles

- Moto pour le suivi des activités,
- Matériels de bureau (ordinateur, papier de tirage, encre, etc....),
- Appareil photo numérique.

Ressources humaines

Personnes impliquées : les personnes ressources de la Direction Régionale du Développement Social et de l'économie solidaire, du Collectif des Ressortissants du Nord (COREN), les PDI, les points focaux, les formatrices et les agents de suivi.

Ressources financières

Frais de paiement des formateurs.

Diffusion et Partage

Production d'un document de capitalisation et son partage à travers les sites web, des rencontres, des réseaux sociaux, la production et la diffusion d'un reportage (films, photos, témoignages).



HUMAN NETWORK MALI
Kalaban Coura Imm. Station soleil service
TEL. 7645 26 37 / 7633 72 24 BP: E. 2943
Email : humannetworkmali@gmail.com

2.2.4. Expérience de communication sur les acquis du projet PDI de l'ONG AMEDD

Titre : Communication sur les acquis du projet

Objectif : Capitaliser les acquis issus de la mise en œuvre du projet PDI de l'ONG AMEDD

Lieu : District de Bamako/Sites et camps limitrophes de la ville

Période : Mai – décembre 2013

Auteurs : Association Malienne d'Eveil au Développement Durable (AMEDD) à travers une équipe composée de 3 femmes multidisciplinaires et polyglottes.

Bénéficiaires : 1 600 personnes déplacées internes dont 700 femmes

Description de la pratique et des résultats

Un script vidéo a été réalisé par un vidéaste qui a d'abord été briefé sur le contenu du projet par l'équipe avant l'élaboration d'un petit questionnaire pour les interviews en vue de recueillir les témoignages des bénéficiaires et des acteurs intervenants. Ce petit questionnaire a été amélioré à la suite de test sur une personne déplacée interne. Le vidéaste a interviewé les jeunes en formation et les employeurs au niveau des différents ateliers de formation professionnelle. Pour l'interview des PDI écoutées et orientées, le choix a été fait au hasard, mais en tenant compte du genre et de la disponibilité des PDI pour la constitution de l'échantillonnage. Au total, 15 personnes dont 8 femmes ont été interviewées.

La réalisation du script vidéo a permis de recueillir des témoignages sur les acquis des actions menées à l'endroit des bénéficiaires et sur leur parcours. Cette vidéo est un bon support de capitalisation qui sera utilisé pour partager les expériences vécues dans le cadre de la mise en œuvre du projet en vue d'optimiser l'implémentation de ce type d'intervention ailleurs. Ce support est également un outil de plaidoyer qui permettra de mieux défendre les droits des PDI et de mobiliser des fonds pour leur prise en charge. Enfin, il faut noter que l'ONG a signé un contrat de prestation de service avec l'ORTM pour le montage et la diffusion d'un magazine de 26 mn. Il est à noter que le projet saisira plusieurs opportunités existantes pour assurer une diffusion à large échelle et notamment les cadres d'échanges, les sites internet de l'ONG et des PTF.

Coût de la pratique

Honoraires du vidéaste (25 000 x 10 jours)	250 000
Coût de production du magazine de 26 mn	700 000
Coût de diffusion (5 fois)	2 000 000
Coût total	3 200 000

Observations des auteurs

A travers cette expérience, nous avons appris qu'il faut prévoir plus de moyens pour la production et la diffusion de reportage.

Stratégie de diffusion et de partage

- Reportage, production et diffusion d'un magazine de 26 minutes sur l'ORTM,
- Mise en ligne sur les sites internet du PTF et de l'ONG,
- Mettre en lien les images et vidéo du projet



Association Malienne d'Eveil au Développement Durable
Siège Koutiala, Mali Tél : (223) 21 64 09 62, Cell : 76 47 47 32
Site web : www.ameddmali.org
Email : bougouna.sogoba@ameddmali.org

2.3. Expériences capitalisées en lien avec la mobilisation /Action sociale

2.3.1. Etude de cas de l'ONG AED

Histoire de vie : Etude de cas de la fille traumatisée suite à l'occupation de Gao

Introduction :

L'étude de cas n'était pas prévue dans le projet AED. C'était suite aux animations, aux appuis/conseils et à l'accueil des personnes déplacées internes que des cas de traumatisme grave ont été identifiés. Après des actions de plaidoyer auprès du PTF DVV International, ce dernier s'est montré réceptif en acceptant d'accorder un avenant à AED pour prendre en charge le traitement médical de trois personnes traumatisées dont la fille Adiaratou MAIGA.

Itinéraire :

La fille Adiaratou MAIGA, originaire de la ville de Gao est âgée de 16 ans et élève en classe de 9ème année à l'école Médersa de Ségou quartier Sido Soninkoura. Orpheline de père, elle vivait avec sa grand-mère à Gao jusqu'au jour où cette dernière l'a envoyée au marché acheter des condiments et qu'elle tombe sur les djihadistes. Dans sa fuite pour retourner à la maison, elle fait une chute, tombe sur son poignet gauche et se fait piétiner au passage par la foule paniquée. Comme conséquence, elle s'est retrouvée avec ledit poignet endommagé. Arrivée à la maison, sa Grand-mère n'a pas eu la présence d'esprit de tirer sa main pour ramener son poignet à sa place initiale. La grand-mère, sans l'amener à l'hôpital a pris l'initiative de lui prodiguer des soins à la maison, ce qui d'ailleurs n'a pas marché comme elle l'espérait. C'est quand la situation s'est aggravée que Adiaratou et sa grand-mère ont décidé de quitter Gao pour Ségou. Arrivées à Ségou, elles ont été hébergées par le frère de sa grand-mère au quartier Sido soninkoura qui se trouve être la zone d'intervention du projet PDI de l'ONG AED. Sa grand-mère devenue membre du groupement de femmes PDI de Sido soninkoura bénéficiaire du Projet et à la faveur des animations sur les activités du projet, a approché l'équipe du projet pour l'évoquer la situation inquiétante de l'état de santé de sa petite fille et d'une autre femme traumatisée avec laquelle, elles partagent le même domicile. Informée de la situation, l'équipe de projet a commencé les visites à domicile en accentuant les appuis/conseils et l'appui psychosocial. Le constat de l'équipe de projet était qu'en dehors du mal dont souffrait la fille, elle présentait d'autres signes de traumatisme (timidité, isolement, inaptitude physique et mentale).

Etape 1 : L'appui psychosocial reçu par la fille et sa grand-mère au centre concernait surtout la mise en confiance et l'espoir de guérison. La stratégie d'appui psychosocial utilisée a été surtout l'écoute, c'est-à-dire prendre suffisamment de temps pour les écouter dans le but

de les permettre de s'extérioriser au maximum. En plus de l'écoute, l'équipe du projet les a régulièrement apportés de l'appui/conseil à travers l'utilisation des cas vécus par d'autres déplacés en guise d'exemples pour les soulager du poids de traumatisme enduré.

Etape 2 : Parallèlement, l'équipe de projet de concert avec le comité de gestion des groupements de femmes PDI menait des actions de plaidoyer qui ont permis d'informer le COREN et le service régional du développement social.

Etape 3 : L'équipe de projet a poursuivi avec les actions de plaidoyer auprès des responsables de DVV International qui ont finalement abouti, car cette structure a accepté de prendre en charge le traitement de la fille et celui de deux autres femmes traumatisées.

Etape 4 : Un Plan de traitement incluant les trois (3) personnes affectées a été soumis à DVV International pour la prise en charge. Les consultations/ analyses ont démarré à Ségou, mais le problème de manque de spécialiste s'est ensuite posé, ce qui a obligé l'équipe du projet à solliciter une clinique spécialisée de la capitale en se rendant à Bamako. Cette clinique du Dr KAMATE est réputée dans la gestion des cas de traumatisme physique à travers un partenariat avec des spécialistes tunisiens qui se déplacent au Mali pour faire des interventions chirurgicales dans ce sens.

Etape 5 : Après les échanges entre le Dr Kamaté invité par DVV International pour mieux comprendre le mal dont souffre la fille et les possibilités de solutions, il lui a été demandé de prendre contact avec le spécialiste tunisien afin d'évaluer les coûts de l'intervention. C'est après l'estimation des coûts de l'intervention par le spécialiste tunisien que DVV International a fait un avenant avec l'ONG AED pour faire face aux frais de l'opération de la main.

Etape 6 : Le coût de l'option d'intervention en terre tunisienne étant trop élevé, il a été question de considérer l'option d'intervention au Mali avec le déplacement dudit spécialiste tunisien. Pour ce faire, c'est dans l'établissement hospitalier le Luxembourg qu'elle sera effectuée.

Etape 7 : l'opération a eu lieu le 1er Mars 2014 dans ledit hôpital et a coûté la somme de 3000 Euros, soit 1 950 000 FCFA (Frais d'opération, d'analyse, d'ordonnance, de déplacement et de rééducation).

Etape 8 : L'opération s'est très bien déroulée. Les doigts de la fille fermés suite au choc se sont rouverts. La fille et sa grand-mère ont retrouvé le sourire et remercient du fond du cœur l'équipe du projet, DVV International, le comité de gestion et le COREN.

Etape 9 : L'opération a été couverte par le service audio-visuel de la clinique et une vidéo y a été produite. Aussi, il y a eu la publication de l'opération dans le journal « l'Indépendant » du mardi 04 Mars 2014 et sur le site Malijet. La fille est actuellement dans sa phase de rééducation.



ONG A.E.D - Association d'Entraide pour le Développement
Siège Social : Bamako- Mali, Tel : (223) 76 45 97 71, Fax : 20 22 31 42
BP : 1507 - Bamako ; Email : aedmariam1@orangemail.net

2.3.2. Expérience d'écoute et d'orientation des PDI de l'ONG AMEDD

Titre : Ecoute et orientation des PDI

Objectif : Offrir à 1 600 personnes déplacées internes dans le District de Bamako/Sites et Camps limitrophes de la ville un service d'écoute attentive pour d'éventuels apaisements psychosociaux et cibler les orientations nécessaires en vue d'une insertion dans le tissu économique et social

Lieu : District de Bamako/Sites et camps limitrophes de la ville

Période : Mai – décembre 2013

Auteurs : Association Malienne d'Eveil au Développement Durable (AMEDD) à travers une équipe composée de 3 femmes multidisciplinaires et polyglottes.

Bénéficiaires : 1 600 personnes déplacées internes dont 700 femmes

Description de la pratique et des résultats

L'écoute et l'orientation des PDI a été une expérience intéressante dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Avant le démarrage de l'activité, un atelier de renforcement de capacités a permis à l'équipe de projet d'avoir des compétences sur la gestion de projet dans un contexte de crise, la prise en charge psychosociale et la promotion de la paix à travers l'approche Reflect.

Aux fins de l'orientation, un questionnaire a été élaboré, testé et validé par la Direction de l'ONG. Le test du questionnaire a été fait à l'interne entre les animatrices. Ce questionnaire portait sur les informations générales et spécifiques sur chaque personne écoutée. L'identification des PDI a été faite sur la base des données recueillies au niveau des structures comme le Développement social, le COREN et d'autre ONG internationales. Ces structures ont mis à la disposition de l'équipe les listes des PDI qui ont permis de faire les premières prises de contact. Les premières personnes contactées ont facilité l'accès aux autres PDI grâce à la communication "bouche à oreille". A ce stade, les jeunes identifiés pour la formation professionnelle ont également fourni des informations sur leurs familles et sur d'autres personnes.

Contrairement à ce qui était initialement prévu, l'équipe du projet est partie à la rencontre de 1 600 PDI dont 700 femmes, dans leurs domiciles au lieu des centres pour offrir les services d'écoute et d'orientation. Compte tenu du nombre élevé de personnes à toucher, un travail de planification et de répartition des zones entre les animatrices a été effectué.

Lors des écoutes, les animatrices ont pris le soin de renseigner les questionnaires élaborés pour ce faire. Un travail de traitement et d'analyse a par la suite été fait sur les questionnaires renseignés. Ce travail a permis de recenser les besoins des PDI et l'établissement de listes par catégorie de besoin. Les principaux besoins identifiés étaient en rapport avec l'hébergement, l'alimentation, la santé et la pratique du commerce. Le travail d'orientation, ayant ainsi été facilité grâce à la classification des PDI par besoin, a constitué à transmettre ces listes aux différentes structures de prise en charge (OIM, PAM, FAO, DNDS, OCHA, UNICEF, WILDAF, etc.). Enfin, les animatrices ont pris le soin de clairement expliqué aux personnes écoutées que l'ONG n'a pas vocation de les prendre en charge, mais de les orienter vers les structures de prise en charge. Cette clarification a été nécessaire dans la mesure où elle a permis de ne pas leur donner de faux espoirs.

Coût de la pratique

Frais de carburant des animatrices (20 000 FCFA/ mois pendant 8 mois)	480 000
Per diem des PDI lors des animations Reflect (6000 FCFA × 150 pers)	900 000
Communication	120 000
Coût total	1 500 000

Observations des auteurs

A travers cette expérience, nous estimons qu'il est important de prévoir la participation d'un spécialiste en suivi psychosocial pour la prise en charge des PDI traumatisées par le conflit armé. Il serait également judicieux de prendre en compte le suivi post-orientation pour s'assurer de la contribution de l'amélioration des conditions de vie des PDI. Enfin, il faut prévoir des frais suffisants de communication pour la réalisation de ce type d'activité.

Stratégie de diffusion et de partage

- Reportage, production et diffusion d'un magazine de 26 minutes sur l'ORTM,
- Production des dépliants et mise en ligne des bonnes pratiques (sites internet de l'ONG et du PTF, Réseaux sociaux, etc...)



Association Malienne d'Eveil au Développement Durable
Siège Koutiala, Mali Tél : (223) 21 64 09 62, Cell : 76 47 47 32
Site web : www.ameddmali.org
Email : bougouna.sogoba@ameddmali.org

2.3.3. Expérience des groupes d'apprentissage communautaires de l'ONG EVEIL

Titre de la pratique : Animation des séances d'alphabétisation intégrée à la gouvernance au niveau des groupes d'apprentissage communautaires

Objectif : Renforcement des capacités de cent soixante-quinze (175) personnes affectées (70% de femmes) en matière de culture et de la consolidation de la paix

Lieu : Les apprenants des Groupes d'Apprentissage Communautaire de Konna et de Sama

Période : D'août 2013 à février 2014

Auteurs : L'ONG Eveil à travers le projet d'Assistance Educative et Psychosociale aux Personnes Affectées par la crise sécuritaire dans la commune de Konna, la mairie de Konna et le CAP de Sévaré

Bénéficiaires : Les apprenants des Groupes d'Apprentissages Communautaire (GAC) de la ville de Konna et de Sama avec un nombre total de 232 apprenants dont 4 hommes

Description de la pratique et des résultats

- L'étude diagnostique a permis d'établir des données de base sur des personnes affectées par la crise dans la commune de Konna,
- La signature d'une convention de partenariat qui a permis aux différents acteurs de jouer pleinement leurs rôles dans la mise en œuvre du projet,
- Les négociations sociales avec les bénéficiaires ont permis d'établir un calendrier consensuel de la tenue des séances d'animation dans les différents GAC. Ainsi elles se tiennent 3 fois par semaine au niveau des 07 GAC durant 02h00 par séance (15H30 à 17H 30),
- Formation de 07 Facilitateurs dont 03 femmes sur les techniques d'animation de l'alphabétisation intégrée à l'éducation civique et à la gouvernance a permis de renforcer les aptitudes de transmission de connaissance des facilitateurs auprès des apprenants,
- La dotation des Groupes d'apprentissage communautaire en livrets d'alphabétisation a permis d'améliorer le niveau des apprenants en lecture, écriture et calcul et de renforcer l'environnement lettré,
- La mise en place d'un dispositif de suivi évaluation a permis de collecter, d'analyser et d'utiliser systématiquement les données/informations provenant de la réalisation des activités des plans d'actions en fonction des objectifs et des ressources. Il a permis de fournir aux parties prenantes des informations sur l'évolution des

activités du projet et de prendre à temps opportun les décisions pour sa bonne marche,

- Le renforcement des capacités de vingt une personnes qui sont des leaders et des facilitateurs sur la citoyenneté, la paix, la cohésion sociale, le rôle du Président de la république, la démocratie, le vote, le rôle et la protection de la femme dans la société malienne lors d'un atelier de formation des différents GAC a permis de les outiller pour jouer un rôle de relais auprès des autres bénéficiaires du projet.

Coût de la pratique

- Frais d'animation des Groupe d'Apprentissage Communautaire,
- Frais de déplacement et de carburant des chargés de suivi des activités,
- Frais d'achat des fournitures.

Ressources matérielles

- Matériel de bureau (ordinateur, papier de tirage, encre...)
- Deux motos pour la supervision des activités

Ressources humaines

Personnes impliquées : Maire chargé de l'éducation, le coordinateur et les conseillères du projet, les agents du CAP et les personnes ressources.

Ressources financières

Frais d'animation des 7 facilitateurs GAC :	$210\,000 \text{ f} \times 7 =$	1 470 000 F CFA
Frais déplacement et de suivi des activités :		1 655 250 F CFA
Frais d'achat des fournitures :		2 500 000 F CFA
	TOTAL	5 625 250 F CFA

Moyens de diffusion et de partage

- Cadre de concertation des acteurs de l'éducation du Centre d'Animation Pédagogique de Sévaré.
- Cluster éducation des AE de Mopti et de Douentza
- Production d'un document de capitalisation et son partage à travers les sites web, des rencontres, des réseaux sociaux, production et diffusion d'un reportage (films, photos, témoignage).



ONG EVEIL - Siège social : Sévaré ; Tel. 21420073,
E-mail: eveil@orangemali.net - BP : 23 SEVARE /MOPTI

2.3.4. Expérience de forum comme stratégie d'appui psychosocial de l'ONG J&D

Titre de la bonne pratique : Intégration psychosociale

Dans le cadre de la prise en charge des PDI, J&D a intervenu auprès de 501 élèves maîtres déplacés dont 97 filles dans trois Instituts de Formation des Maîtres (IFM) (Bougouni, Niono, et Sévaré).

Objectif : atténuer les effets de la crise et faciliter l'intégration psychosociale de 501 élèves-maîtres déplacés dans les IFM de Bougouni, Niono et Sévaré

Lieu : Les IFM de Bougouni, Sévaré et Niono

Période : De juillet 2013 à février 2014

Auteurs : Jeunesse et Développement (J&D) à travers son projet PDI

Bénéficiaires : Les élèves maîtres déplacés

Description de la pratique et des résultats :

1- Des visites sont rendues aux élèves maîtres et à leurs logeurs à domicile,
2- Organisation d'un forum par IFM avec comme thèmes : le cycle de vie des élèves maîtres déplacés en tant que PDI : du départ des IFM d'origine Ag el hoc, Gao et Dire à l'accueil et à l'intégration au niveau des communautés et IFM de Bougouni, Niono et Sévaré.

Le forum avait pour objet de :

- Partager avec les populations d'accueil le concept de personne déplacée et le parcours des élèves maîtres déplacés ;
- Echanger sur les conditions d'accueil et les difficultés d'intégration sociale des élèves maîtres au niveau des IFM et des communautés de chute ;
- Formuler des recommandations à mettre en œuvre afin d'améliorer et de renforcer l'intégration sociale des élèves maîtres déplacés.

Le forum a été organisé par la Direction de l'IFM en parfaite collaboration avec l'Académie d'Enseignement, le service du développement social, le collectif des ressortissants du nord, les autorités (administratives et communales) et notabilités des villes d'accueil. L'ONG Jeunesse et Développement a assuré le rôle de facilitation du processus d'organisation. Pour assurer la bonne réussite du forum, il a été procédé à l'observation de trois phases : la préparation, la mise en œuvre et le suivi des recommandations.

La préparation :

Avant le forum il y a eu d'abord l'élaboration des termes de références (TDR) par J&D qui ont été partagés avec les différentes autorités éducatives et les autres partenaires.

C'est à la lumière des TDR et de la connaissance du budget alloué au forum que les Directions des IFM ont décidé de la mise en place d'une commission d'organisation composée de professeur d'IFM, des représentants du service de développement social, du service de la promotion de la femme de la famille et de l'enfant et d'un représentant de la radio de proximité partenaire.

C'est la commission qui a choisi au niveau de chaque IFM un modérateur selon ses compétences et ses expériences en matière de conférences, ainsi que les secrétaires pour rédiger le compte rendu du forum. La commission a aussi choisi le lieu du forum.

C'est à la suite de cela que différents comités ont été mis en place :

- Comité Sketch pour aider les élèves à choisir un thème, à le préparer et apprendre le jeu de rôle avant le jour du forum,
- Comité témoignages et poèmes pour aider les élèves à préparer leurs témoignages (en français en Bamanan et songhoy) et corriger les poèmes proposés par les élèves maîtres.
- Et un comité chargé de l'organisation matériel et de l'accueil des invités.

Ce préalable a pris environ dix jours.

La Mise en œuvre :

Tous les fora ont eu lieu dans les enceintes des IFM et cela pour favoriser la participation de l'ensemble des élèves maîtres. Le forum au niveau de chaque IFM s'est déroulé en une journée.

C'est à ce niveau que le comité d'organisation entre en jeu avec l'organisation matérielle, l'accueil et l'installation des invités.

Lorsque le quorum des membres du présidium est atteint le DG de l'IFM prononce un discours d'accueil, situe le forum dans son contexte et ouvre le forum et c'est à la suite de ce discours que la parole est donnée au modérateur pour faire un exposé sur le thème et ouvre les débats. La parole est ainsi donc donnée aux participants à leur demande tout en respectant le cadre du forum. Les débats sont intercalés de sketches, de Poèmes et de témoignages suivant un agenda bien défini au préalable.

Présentation de témoignage de deux élèves déplacés parmi tant d'autres

1er cas : Mohamed ACHECH MAHA déplacé de l'IFM d'Aguel-hoc accueilli à Sévaré qui disait ceci : Du 18 au 24 janvier « les bandits armés ont attaqué Aguel-Hoc vers 5 Heures du matin pendant que nous étions dans nos dortoirs. Ils ont défoncé les portes pour nous faire sortir afin de nous utiliser comme bouclier humain. Ils nous ont après conduit en brousse jusqu'à 8 kilomètres d'Aguel-Hoc, où ils nous ont dépouillés de nos téléphones portables, puis ils nous ont abandonné là aux environs de 18 Heures. Nous étions obligés de passer la nuit en brousse pour regagner Aguel-Hoc le lendemain. Quelques jours après, ils sont revenus et ont eu le dessus sur l'armée malienne. Ils ont ensuite ligoté et exécuté tous les militaires arrêtés. Nous avons participé à l'enterrement des militaires sauvagement exécutés par ces bandits armés en creusant deux grandes fosses dans lesquelles nous avons mis les corps. Après nous sommes venus à Kidal pour continuer sur Gao. De Gao nous sommes arrivés à Sévaré, où j'ai dû faire quelques mois avec ces images horribles en mémoire. Dieu merci, aujourd'hui avec le soutien et l'accompagnement des professeurs et camarades ça commence à aller».

2ème cas : Témoignage de Josué TRAORE élève-maître déplacé de l'IFM d'Aguel Hoc accueilli à Bougouni :

Les élèves-maîtres de l'IFM d'Aguel Hoc ont vécu les exactions les plus violentes commises par les rebelles contre les soldats maliens.

C'est au cours de ces événements que nous avons été utilisés pour inhumer les soldats sauvagement exécutés par les rebelles que nous avons enterré dans une fosse commune. Ensuite, nous avons été utilisés comme boucliers et manœuvres pour charger et décharger des camions remplis d'explosifs.

- 1- 12 séances d'unités REFLECT ont été animées au niveau des trois IFM sur entre autres thèmes: le parcours des PD ; les causes et les conséquences du conflit ; les droits et devoirs des citoyens ; les problèmes de communication entre la Direction et les élèves, etc. ...
- 2- Diffusion de 52 émissions radiophoniques pour permettre à la population de mieux connaître le projet (ses objectifs, les activités et les stratégies de mise en œuvre) et de s'informer sur les thèmes relatifs à l'intégration psychosociale, la genèse du conflit du nord, la prévention et la gestion du conflit, la culture de la paix, l'appui psychosocial, la solidarité envers les élèves déplacés,... etc.
- 3- Etablissement de relations avec d'autres partenaires en vue de satisfaire certains besoins ponctuels des élèves maîtres déplacés. Par exemples: la prise en charge d'une élève maîtresse par le Service de Développement Social et l'allocation d'une bourse mensuelle de 50000f CFA à 13 élèves maîtres déplacés pendant 5 mois (d'octobre 2013 à février 2014) par l'ONG World Vision à Bougouni ; l'organisation du dépistage volontaire pour 50 élèves maîtres dont 40 filles élèves maîtres par l'ONG DELTA SURVIE et la promesse de la réalisation d'une infirmerie et d'un économat à l'IFM de Sévaré par la fondation AGHA KAN.

Coût de réalisation de la pratique :

Frais d'organisation des fora :

- Bougouni : 222 000 FCFA,
- Sévaré : 222 000 FCFA,
- Niono : 222 000 FCFA.

Total : 666 000 FCFA

Frais de diffusion des émissions radio :

- Radio Colon de Niono : 200 000 FCFA
- Radio Kounari de Sévaré : 200 000 FCFA
- Radio Arc-en-ciel de Bougouni : 200 000 FCFA

Total : 600 000 FCFA

Observations des auteurs :

Prévoir les frais d'achat de matériels (padex, marqueurs, fils, les craies de couleur.....) pour l'animation des unités REFLECT.



Email : jeunesse.developpement@orangemali.net
Site : jeunesse-et-developpement.org
Tel : +223 20 29 32 40
BP : E1419 Bamako/Mali

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Du fait de la crise qui a sévi au Mali, DVV International et cinq (5) de ses partenaires dans le souci d'apporter une réponse ont initié et mis en œuvre un programme d'appui aux Personnes Déplacées du nord. Dans ce cadre précis, les expériences qui en sont issues ont été discutées, analysées et valorisées conjointement.

Les interventions ont concerné trois grandes thématiques qui sont l'éducation formelle, l'éducation non formelle et la mobilisation/action sociale. Au terme de la mise en œuvre du programme, il ressort que les conclusions et les recommandations formulées s'intègrent au système de gestion des savoirs de DVV International et pourraient à l'avenir servir d'inspiration pour d'autres acteurs.

Dans le contexte de crise, le principal enseignement à tirer de ce processus est que l'éducation non formelle (ENF) à travers la formation professionnelle et le renforcement des capacités des personnes affectées est un des meilleurs atouts leur permettant de se remettre sur pied et d'être actif sur le plan socio-économique. Avec les compétences ainsi acquises, les PDI sont outillées à pouvoir faire face aux circonstances actuelles et futures et cela dans une dynamique d'apprentissage continu.

Au regard des résultats et des expériences ainsi capitalisées, nous pouvons affirmer que cette première expérience d'intervention dans le contexte de crise a été une réussite, car elle aura permis de créer un cadre de partage et d'apprentissage au profit des PDI et des autres acteurs qui y ont participé.

En termes de leçons apprises du processus, nous estimons nécessaire de partager ici les recommandations clés en rapport avec lesdites thématiques.

=> Education formelle :

Il s'agit ici des expériences capitalisées par trois (03) partenaires de DVV International ayant trait à l'appui aux élèves du premier et du second cycle ainsi que des élèves des instituts de formation des maîtres (IFM) en matière de cours de rattrapage et de remédiation.

Pour réussir davantage ces pratiques, il serait judicieux d'accorder une attention particulière aux recommandations qui suivent :

- Prendre en considération les besoins éducationnels et non- éducationnels des apprenant(e)s au démarrage de l'action ;
- Procéder à l'évaluation continue des niveaux des apprenants et cela : avant, pendant et après l'intervention au cas où le contexte s'y prête ;

- l'implication des enseignants et des administrations scolaires concernées dans la planification et la conduite de l'activité en renforçant au besoin leurs capacités;
- impliquer les médias pour créer un climat favorable à l'intervention.

=> **Education non formelle/renforcement de la résilience des PDI :**

Les quatre expériences capitalisées de cette thématique mettent en évidence les activités d'apprentissage professionnel et de renforcement de la résilience des PDI.

Les recommandations relevant des expériences de cette thématique se résument en :

- Elaborer et tenir les fiches techniques par rapport au planning, au déroulement et au suivi/évaluation de chaque corps de métier;
- Identifier les besoins des maîtres artisans en rapport avec la formation des PDI et renforcer leurs capacités en conséquence,
- Valoriser davantage les compétences des PDI dans la formation de leurs pairs.

=> **Mobilisation/action**

Cette thématique regroupe les expériences au nombre de quatre et relatives aux stratégies à caractère humanitaire et d'intégration psychosociale.

Cette thématique a aussi fait objet de recommandations qui sont :

- Prendre en compte le suivi post-orientation des PDI pour s'assurer de la contribution de l'action du projet dans l'amélioration de leurs conditions de vie,
- Définir et utiliser des critères objectifs et pertinents dans le recrutement des PDI devant bénéficier du programme de formation,

Renforcer les actions d'appui psychosocial en intégrant autres volets aux activités de conseil et d'orientation (la santé par exemple, ...).

Contacts Bureau Régional AO

www.dvv-international-ao.org

Représentant Régional DVV International AO

- Gerhard QUINCKE

quincke@dvv-international-ao.org

Coordinateur Programme Mali

- Mahamadou DIAGNE

diagne@dvv-international-ao.org

Coordinateur Programme Mali

- Balla Moussa KEITA

keita@dvv-international-ao.org